



CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE

1^{er} ACCÉLÉRATEUR DES ENTREPRISES

CCI Maine et Loire
Pôle Achats

MARCHÉ PUBLIC
MARCHÉ DE MAITRISE D'OEUVRE

Maitrise d'œuvre pour le remplacement des menuiseries de
l'établissement de formation du saumurois (EFS) de la CCI de
Maine et Loire à Saumur

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)










CCAP n°

2025-RTPN-2081 du 11/07/2025





SOMMAIRE

1. DESCRIPTIF DU CONTRAT.....	4
2. OBJET DU CONTRAT.....	4
2.1. Description des prestations.....	4
2.2. Intervenants	5
3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT	7
4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION.....	8
5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	9
5.1. Prix du contrat	9
5.2. Evolution des prix du contrat	11
5.3. Conditions de paiement.....	13
6. RÉALISATION DES PRESTATIONS	17
6.1. Conditions de réalisation des prestations	17
6.2. Vérification des prestations	20
6.3. Développement durable	20
6.4. Autres stipulations.....	21
7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE	21
7.1. Obligations courantes du titulaire.....	21
7.2. Obligations liées à la sécurité.....	25
8. LITIGE ET SANCTIONS	29
8.1. Pénalités	29
8.2. Autres stipulations.....	31
9. FIN DU CONTRAT	32

ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

 Objet du contrat	Maitrise d'œuvre pour le remplacement des menuiseries de l'établissement de formation du Saumurois (EFS) de la CCI de Maine et Loire à Saumur.
 Acheteur	CCI Maine et Loire en tant que pouvoir adjudicateur
 Type de contrat	Marché à tranches de Maîtrise d'oeuvre.
 Structure	Lot unique
 Lieu d'exécution	EFS de la CCI Maine et Loire à SAUMUR.
 Délai	Durée totale et prévisionnelle des missions 23 mois
 Développement durable	Clause sociale et environnementale (RSE)
 Nature des prix	Les prix sont globaux et forfaitaires.
 Variation des prix	Prix fermes et actualisables

1. DESCRIPTIF DU CONTRAT

 Contrat	Le contrat est un marché public passé en Procédure adaptée ouverte - article R2123-1 1° du Code de la commande publique. Le contrat fait référence au CCAG des marchés publics de Maîtrise d'Oeuvre du 30 mars 2021. Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives du marché à tranches.
 Acheteur	L' acheteur désigné dans le contrat agit en tant qu'entité adjudicatrice. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
 Titulaire	Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
 Prestation	La prestation est l'ensemble des éléments de missions de maîtrise d'œuvre selon les articles L2431-1 et suivants du code de la commande publique en conception et suivi de travaux pour l'opération. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

2. OBJET DU CONTRAT

2.1. Description des prestations

■ Objet de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : Maîtrise d'œuvre pour des travaux de remplacement des menuiseries de l'établissement de formation du Saumurois (EFS) de la CCI de Maine et Loire à Saumur.

Les prestations seront décomposées en 2 éléments :

- Eléments missions de base : DIAG/REL ; APS ; APD ; PC/DP ; PRO ; DCE ; ACT ; OPC ; DET/AOR ; GPA.
- Elément mission complémentaire (tranche optionnelle) : SCAN 3D.

■ Lieu d'exécution :

Le lieu d'exécution des prestations est : **Etablissement de Formation du Saumurois (EFS)**

■ Eléments de mission :

Les stipulations du présent contrat sont conformes aux dispositions suivantes :

- au livre IV du Code de la commande publique (partie réglementaire et partie législative) relatif aux dispositions propres aux marchés publics liés à la maîtrise d'ouvrage publique et à la maîtrise d'œuvre ;
- à l'annexe 20 du code de la commande publique précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrages

publics à des prestataires de droit privé.

■ **Pièces contractuelles :**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- **l'acte d'engagement** et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire conservé dans les archives de la CCI Maine et Loire fait seul foi ;
- **le présent document**, dont l'exemplaire conservé dans les archives de la CCI de Maine et Loire fait seul foi ;
- **le programme technique détaillé (PTD) et ses annexes**, dont l'exemplaire conservé dans les archives de la CCI de Maine et Loire fait seul foi ;
- **le CCTP**, dont l'exemplaire conservé dans les archives de la CCI Maine et Loire fait seul foi ;
- **le Bordereau de décomposition et répartition de la rémunération**, notamment contractuelle pour le prix global et forfaitaire du contrat ;
- **le CCAG de Maîtrise d'œuvre** (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;
- **le CCAG de Travaux** (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation et précisant le rôle du maître d'œuvre dans le cadre de l'exécution des marchés de travaux ;
- **l'offre technique du titulaire** ;
- **les actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution.**

Les documents applicables sont ceux en vigueur à la date de notification du contrat. Pour ce qui est des pièces générales, elles ne sont pas jointes au dossier de consultation, la titulaire étant censé les connaître.

Les annexes du contrat font intégralement partie de celui-ci et possèdent la même valeur juridique. Toute référence au contrat inclut ses annexes. Toutefois, en cas de contradiction entre une stipulation du corps du présent contrat et une stipulation d'une annexe, les stipulations du corps du contrat prévaudront.

Les titres et sous-titres dans le contrat ne sont indiqués que pour la clarté de la présentation et n'ont aucune portée quant à l'interprétation du contrat.

2.2. Intervenants

Toutes les références faites à une personne comprennent ses successeurs, ayants-droits ou toute autre personne venant aux droits et obligations de cette personne, de quelque manière que ce soit.

Les prestations sont réalisées pour l'acheteur **CCI Maine et Loire**, représenté par M. Le Directeur Général.

Adresse et coordonnées :

132 Avenue de Lattre de Tassigny

49000 ANGERS

Téléphone : 02.41.20.49.00

Site internet : <https://www.paysdelaloire.cci.fr/maine-et-loire>

■ **Conduite d'opération :**

La conduite d'opération est assurée par la maîtrise d'ouvrage.

Contact : Alexandre TETAUD - Tel : 02.41.20.53.67 OU 06.59.56.57.52 - Mail : alexandre.tetaud@maineetloire.cci.fr

■ **Conduite des prestations par une personne nommément désignée :**

Conformément à l'article 3.4.3 du CCAG et compte tenu de l'objet du contrat, des prestations

doivent être réalisées par une personne nommément désignée par le titulaire. Si cette personne n'est plus en mesure de réaliser la prestation, le titulaire doit :

- Informer l'acheteur sans délai ;
- Proposer un remplaçant aux compétences au moins équivalentes.

L'acheteur dispose de 30 jours pour récuser ou accepter le remplaçant proposé par le titulaire. A défaut de remplaçant accepté par l'acheteur, le contrat est susceptible d'être résilié.

■ **Contrôle technique :**

Les travaux faisant l'objet de l'opération seront soumis au contrôle technique dans les conditions prévues par le titre 2 de la loi du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.

Le contrôleur technique pour l'opération n'est pas encore désigné.

Le maître d'ouvrage communiquera au maître d'œuvre les coordonnées du contrôleur technique dès sa désignation.

■ **Coordination Sécurité Protection de la santé :**

Une Coordination en matière de sécurité et de santé est organisée, aux fins de prévenir les risques résultants des interventions simultanées ou successives des entreprises et de prévoir, lorsqu'elle s'impose, l'utilisation des moyens communs tels que les infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives.

Cette mission est confiée à un coordonnateur en cours de désignation.

■ **Mission OPC :**

Sans objet.

■ **Moyens mobilisés :**

Pour l'exécution des prestations lui incombant, le titulaire du contrat s'engage à mettre à disposition une équipe d'intervenants dont les rôles, les qualifications / spécialités et l'expérience sont conformes ou équivalents à ce qu'il a proposé dans son offre. Le titulaire devra être en mesure de justifier par tout moyen, et à chaque demande de la CCI Maine et Loire, du respect de cette disposition.

Le prestataire s'engage à assurer la stabilité de l'équipe affectée au besoin.

Tout changement de personne(s) qualifiée(s) constaté à l'occasion du contrat, non signalé à la CCI Maine et Loire et non expressément validé par ce dernier, pourra notamment donner lieu, en application de l'article 8 du présent contrat :

- à l'application de pénalités,
- à la résiliation du contrat.

■ **Représentation des parties :**

Par dérogation à l'article 3.3 du CCAG, la CCI Maine et Loire désignera une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par la CCI Maine et Loire en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai la CCI Maine et Loire et leur indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant afin qu'il y ait continuité dans le suivi des prestations. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

■ Décomposition de la prestation et forme du contrat :

La mission de maîtrise d'œuvre comprend les éléments de mission suivants, dont le contenu détaillé figure au CCTP. Les prestations sont décomposées comme suit en **10 éléments de mission**.

La forme retenue pour l'exécution du contrat est un **marché à tranches**.

Objet
Elément de mission n° 1 - Diagnostic (DIAG/REL)
Elément de mission n° 2 - Avant-projet sommaire (APS)
Elément de mission n° 3 - Avant-projet définitif (APD) + permis de construire (PC/DP)
Elément de mission n° 4 - Etudes de projet (PRO)
Elément de mission n° 5 - Assistance pour la passation des marchés de travaux (AMT), comprenant le DCE et le RAO
Elément de mission n° 6 : ACT (Assistance pour la passation des contrats de travaux)
Elément de mission n° 7 : OPC (Ordonnancement, pilotage, coordination)
Eléments de mission n° 8 : DET/AOR
Elément de mission n° 9 : GPA
Mission optionnelle n° 10 : SCAN 3D

■ Nature de la prestation :

Les prestations relèvent d'un contrat de **Maîtrise d'oeuvre**.

■ Modalités d'échanges entre l'acheteur et le titulaire :

Pour les échanges entre la CCI Maine et Loire et le titulaire, la CCI Maine et Loire pourra communiquer via le profil d'acheteur ou à l'adresse postale ou électronique du titulaire mentionnée dans son offre ou, à défaut, à son siège social.

De manière plus globale les documents du titulaire devront être transmis à la CCI Maine et Loire par tout moyen permettant de donner date certaine à l'acte (courriels avec confirmation de lecture et accusé de réception, envois postaux recommandés avec accusé de réception, mises à disposition des documents sur une plateforme sécurisée d'échanges...).

En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

La date et, le cas échéant, l'heure de réception mentionnées sur un récépissé sont considérées comme celles de la notification.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

Pour ce qui concerne les ordres de service et les actes liés aux opérations de vérifications, lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressée, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation, dans un délai de trois jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur.

Les délais s'entendent en jours calendaires.

■ **Documents à remettre à l'issue de chaque élément de mission :**

Pour la remise des documents par voie informatique, il peut être utilisé différents modes en concertation entre le titulaire et la CCI Maine et Loire (CDrom, clé USB, mail, plateforme d'échanges...).

Eléments de mission	Détails sur les documents à remettre
Diagnostic (DIAG/REL)	1 exemplaire accompagné d'une version numérique
Avant-projet sommaire (APS)	1 exemplaire accompagné d'une version numérique
Avant-projet définitif (APD)	1 exemplaire sur support papier + 1 par voie informatique. Pour PC : il sera prévu autant d'exemplaires souhaités par l'administration + 1 pour le MO + 1 pour le retour au MOE.
Etudes de projet (PRO)	1 exemplaire accompagné d'une version numérique
Dossier DCE/DQE et Assistance pour la passation des marchés de travaux (AMT)	Pour le DCE : 1 par voie informatique. Pour le RAO : 1 par voie informatique modifiable
Plans	1 exemplaire accompagné d'une version numérique
DOE	1 exemplaire accompagné d'une version numérique
Mission optionnelle SCAN 3D	Version numérique - maquette 3D

4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

■ **Délais d'exécution :**

Le marché débute à sa date de notification pour s'achever au terme de la période de garantie de parfait achèvement des travaux d'une durée de 6 mois.

La durée globale de la mission est évaluée à 5 mois d'études et 6 mois de travaux, auxquels s'ajoutent 12 mois de garantie de parfait achèvement, soit 23 mois.

■ **Modalités de prolongation des délais d'exécution :**

Si le titulaire du contrat se trouve dans l'impossibilité d'exécuter les prestations dans les délais qui lui sont impartis, il doit obligatoirement en aviser l'acheteur en précisant les causes du retard qui n'engagent pas sa responsabilité.

Cette information devra être adressée à l'acheteur avant échéance du délai d'exécution des prestations.

Le titulaire pourra formuler en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution concerné. Par dérogation à l'article 15.3.3 du CCAG, l'acheteur notifiera par écrit sa décision au titulaire dans un délai de 30 jours à compter de la demande du titulaire.

Si le retard est imputable à l'acheteur, le délai d'exécution concerné est automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard.

Par dérogation à l'article 15.3.5 du CCAG MOE, la prolongation de plus de 10% de la durée du chantier n'ouvre pas droit à rémunération complémentaire, sauf si cette prolongation trouve son origine dans une demande de modification des travaux prévus par le Maître d'ouvrage et que les parties se soient entendues en amont. Les autres dispositions de l'article 15.3 s'appliquent.

5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

5.1. Prix du contrat

■ Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement :

- à l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants ;
- à l'entrepreneur mandataire titulaire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

■ Nature des prix :

Les prix du contrat sont **forfaitaires**.

■ Contenu des prix :

Les prix du contrat comprennent de manière non exhaustive, les marges pour risques et marges bénéficiaires, toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

Ils tiennent également compte de toutes les sujétions nécessaires à l'exécution des prestations (de manière non exhaustive : frais d'assurance, frais afférents à la préparation des prestations, frais de mise à disposition de moyens humains et matériels adaptés, frais d'expertise, frais de déplacement, frais d'établissement, de reprographie, de correction et de transmission des documents et frais de secrétariat, les frais de prise en compte des mesures et protocoles nécessaires pour protéger le personnel afin qu'il puisse travailler en période d'épidémie et/ou pandémie).

■ Coût prévisionnel des travaux :

Le coût prévisionnel des travaux est réputé établi sur la base des conditions économiques du dernier indice BT01 connu lors de la remise des offres des candidats en **septembre 2025**.

Le maître d'œuvre s'engage sur un coût prévisionnel des travaux sur la base de l'exécution des études d'avant-projet définitif.

Si le coût prévisionnel de réalisation des travaux proposé par le maître d'œuvre au moment de la remise des prestations de cet élément est supérieur à la part de l'enveloppe financière affectée aux travaux par le maître de l'ouvrage, celui-ci peut refuser d'admettre les prestations et demander au maître d'œuvre de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière.

Après admission de l'avant-projet définitif par le maître de l'ouvrage, un acte modificatif fixe le montant du coût prévisionnel des travaux que le maître d'œuvre s'engage à respecter.

Le coût prévisionnel des travaux est le montant de toutes les prestations nécessaires pour mener à son terme la réalisation de l'ouvrage à l'exclusion :

- du forfait de rémunération ;
- des dépenses de libération d'emprise ;
- des dépenses d'exécution d'œuvre d'art confiée à un artiste ou à un maître ;
- des frais éventuels de contrôle technique ;
- du SPS ;
- de la prime éventuelle de l'assurance-dommages ;
- de tous les frais financiers.

Le coût prévisionnel des travaux est assorti d'un taux de tolérance de 4 %.

Le seuil de tolérance est égal au coût prévisionnel des travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance.

L'avancement des études permet au maître d'œuvre, lors de l'établissement des prestations de chaque élément, de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance, et avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre reprend gratuitement ses études si le maître d'ouvrage le lui demande.

■ Coûts de référence :

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la mise en concurrence, le maître d'œuvre établit le coût des travaux tel qu'il résulte de la consultation : le coût de référence.

Ce coût est obtenu en multipliant le montant des offres considérées, tous critères confondus, comme les plus intéressantes par le maître d'ouvrage, par un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index BT01 pris respectivement au mois M0 des offres travaux et au mois M0 des études du contrat de maîtrise d'œuvre.

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur. Si le coût est supérieur au seuil de tolérance, le maître d'ouvrage peut déclarer la consultation sans suite.

Le maître d'ouvrage peut également demander la reprise des études. Le maître d'œuvre a l'obligation de les reprendre, conformément au programme initial et sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire, pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises ou à une nouvelle base de négociation devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance.

Le maître d'œuvre fait des propositions dans ce sens au maître d'ouvrage dans un délai de 10 jours suivant la demande.

Sur la base de cette nouvelle étude et après acceptation par le maître de l'ouvrage, le maître d'œuvre établit un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 10 jours à compter de l'accusé de réception de cette acceptation afin de permettre au maître d'ouvrage de lancer une nouvelle consultation ou d'engager une nouvelle négociation.

■ Coûts des marchés de travaux :

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le maître de l'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

Une décision fixe le montant du coût de réalisation des travaux que le maître d'œuvre s'engage à respecter. Le maître d'œuvre est réputé avoir prévu, dans les documents ayant servi de base à la consultation des entreprises, tous les travaux nécessaires à la réalisation du programme et du projet.

Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois M0 correspondant au mois de remise des offres ayant permis la passation des contrats de travaux.

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance. Ce taux de tolérance est de 5 %.

Le seuil de tolérance est égal au coût de réalisation des travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance.

Le coût constaté déterminé par le maître de l'ouvrage après achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix de base, des travaux réellement exécutés dans le cadre des contrats, marchés, actes modificatifs, commandes hors marchés intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors révisions de prix.

A cet effet, les travaux modificatifs ou supplémentaires font l'objet d'une fiche de travaux modificatifs rédigée par le maître d'œuvre et comprenant son estimation aux conditions économiques au mois m0 « Travaux ».

Ces modifications sont alors classées par le maître d'ouvrage dans l'une des catégories qui suit :

- Catégorie 1 : modifications demandées par le maître d'ouvrage ou s'imposant à lui, ainsi que les aléas de chantier imprévisibles. L'incidence de ces modifications n'est pas prise en compte dans le coût total définitif des travaux (coût constaté).

- Catégorie 2 : modifications dans la consistance du projet apportées par le maître d'œuvre en cours d'exécution par suite d'imprécisions ou d'adaptations dans ses études ou d'erreurs dans la conduite des travaux. L'incidence financière de ces modifications est prise en compte dans le coût total définitif des travaux (coût constaté)

Si, en fin de chantier, le coût de réalisation des ouvrages augmenté du coût des travaux non prévus, hors travaux modificatifs, dépasse le seuil de tolérance, une retenue est appliquée par le maître d'ouvrage. Cette retenue est égale à la différence entre le coût constaté et le seuil de tolérance multiplié par 4 fois le taux rémunération fixé dans l'annexe à l'acte d'engagement.

Cette retenue ne peut excéder 25 % du montant de la rémunération des éléments postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

Si en fin de chantier, le coût de réalisation des ouvrages augmenté du coût des travaux non prévus (hors travaux modificatifs) dépasse le seuil de tolérance défini ci-dessus, des retenues intermédiaires peuvent être appliquées à la diligence du maître d'ouvrage (par fractions réparties sur les décomptes correspondants aux éléments de mission DET, OPC et AOR).

■ Détermination de la rémunération :

Le forfait provisoire de rémunération est basé sur la part de l'enveloppe financière affectée aux travaux Co et fixée au CCTP.

Le taux de rémunération (en %) résulte de la formule suivante :

(Forfait provisoire de rémunération / part de l'enveloppe financière affectée aux travaux) X 100

Le forfait définitif de rémunération est arrêté dès que le coût prévisionnel des travaux « C » est établi. Ce forfait est égal au produit du taux de rémunération « t' » par le coût prévisionnel « C » en prenant « t'=t ».

Le coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage la maîtrise d'œuvre et le forfait définitif de rémunération sont arrêtés par un acte modificatif conformément aux dispositions de l'article R2432-7 du Code de la commande publique.

Le taux de rémunération comporte deux décimales. La deuxième décimale est arrondie en fonction de la valeur de la troisième décimale dans les conditions suivantes :

- Si la troisième décimale est inférieure ou égale à cinq, la deuxième décimale est conservée,
- Si la troisième décimale est supérieure à cinq, la deuxième décimale est majorée au centième supérieur.

Ce forfait est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission. Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

■ Frais de coordination :

En cas de groupement, la rémunération du mandataire pour sa mission de coordination est incluse dans le prix de ses prestations.

En cas de sous-traitance, les prix du contrat couvrent sans surcoût les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

■ TVA :

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

5.2. Evolution des prix du contrat

■ Variation des prix :

Les prix du contrat pour les missions de base sont **révisables** à la hausse comme à la baisse par

application d'une formule de variation.

Les prix du marché sont révisés par le jeu de la formule suivante :

$$C = Po \times [0,15 + 0,85 \left(\frac{INGm}{INGo} \right)]$$

selon les dispositions suivantes :

- C : coefficient de révision.
- Po : Montant des prestations à réviser.
- INGm : est l'index de référence défini ci-dessous.
- INGo : valeur de l'index de référence au mois zéro.

L'index de référence publié par l'INSEE, est le suivant(s) :

Code	Libellé
ING	<u>Ingénierie (base 2010)</u>

En cas de disparition d'un index et si un index de substitution est publié, la variation des prix est de plein droit calculée avec ce nouvel index en utilisant le coefficient de raccordement nécessaire. En cas d'absence d'index de substitution, les parties conviennent de le remplacer d'un commun accord dans le cadre d'une modification du contrat.

La **date d'établissement des prix** (Mois 0) est fixée à **Septembre 2025**.

Par dérogation à l'article 10.1.1 du CCAG-MOE, lorsque la procédure a donné lieu à une négociation, la date à prendre en compte reste la date de remise de l'offre initiale du titulaire.

Le coefficient de variation obtenu est **arrondi** à 3 décimales au millième supérieur.

Quand l'index n'est pas connu au moment du calcul, une révision provisoire s'applique sur la base de la dernière valeur connue de l'index. La révision définitive intervient au plus tard 3 mois après la date de publication de la valeur d'index pour le mois requis. En sachant qu'il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

Le coefficient de révision est calculé sur la base du mois d'exécution de chaque prestation, ou part de prestation pour les éléments de missions à exécution fractionnée dans le temps, et ce au même rythme que la facturation de chaque élément de mission.

En ce qui concerne l'actualisation négative, compte tenu des risques d'une telle variation pour la bonne exécution du marché, l'acheteur s'engage à ne pas appliquer d'actualisation négative du prix dès lors que le titulaire subit un évènement :

- Imprévisible au moment de la conclusion du marché ;
- Etranger à la volonté des parties ;
- Qui bouleverse l'économie du contrat.

■ Initiative du calcul de la variation des prix :

Le calcul de la variation des prix est pris en charge par le titulaire. Ce dernier produit les pièces permettant de justifier du calcul de cette variation à l'acheteur. Les demandes de paiement sont présentées en incluant la variation des prix.

5.3. Conditions de paiement

■ Avance :

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance est prévue si le montant du contrat est supérieur à 50 000 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois.

Le taux de cette avance est fixé à 5% (option B du CCAG). Le taux de l'avance passe à 10% (option B du CCAG) si le titulaire est une PME, dans les conditions prévues à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

Son montant n'est ni révisable, ni actualisable.

Le versement de l'avance est conditionné par la fourniture d'une garantie à première demande par le titulaire. La garantie doit couvrir l'intégralité du montant de l'avance. Elle ne peut pas être remplacée par une caution personnelle et solidaire.

L'avance est remboursée entre 65% et 80% d'avancement des prestations.

Le remboursement de l'avance s'impute de manière progressive sur les sommes dues au titulaire, au prorata de l'avancement des prestations, entre les seuils de début et de fin du remboursement.

En cas de sous-traitance, les avances seront calculées au prorata des prestations exécutées par le titulaire et par son ou ses sous-traitant(s). Les avances revenant aux sous-traitants seront versées, sur leur demande, conformément aux dispositions de l'article R. 2193-17 du code de la commande publique.

■ Présentation des demandes de paiement :

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation <https://chorus-pro.gouv.fr/>. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou,

- lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
 - 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
 - 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
 - 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13000460900017
- Numéro d'engagement juridique : N° 2025RTPN2081

■ Périodicité des paiements - Acomptes :

Acomptes périodiques

Le montant à verser au maître d'œuvre est déterminé par le maître de l'ouvrage qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

- Le montant de la demande de paiement ci-dessus moins le montant de la demande précédente ;
- L'incidence de la révision des prix appliquée conformément à l'article 5.2 du présent CCAP sur la différence entre les demandes de paiement respectivement de la période et de la période précédente ;
- L'incidence de la TVA ;
- Les retenues éventuelles calculées conformément aux dispositions du contrat ;
- Le montant total à verser, ce montant étant la récapitulation des montants ci-dessus augmentée éventuellement des intérêts moratoires dus au maître d'œuvre.

Le maître d'ouvrage notifie au maître d'œuvre l'état d'acompte. S'il modifie le projet du maître d'œuvre, il lui joindra la demande de paiement modifiée, ce conformément aux dispositions de l'article 11.6 du CCAG.

Solde du contrat

Après constatation de l'achèvement de sa mission dans les conditions prévues à l'article 21 du CCAG, le maître d'œuvre adresse au maître de l'ouvrage une demande de paiement du solde du contrat sous forme d'un projet de décompte final.

Le maître d'ouvrage établit le décompte général qui comprend :

- Le décompte final ci-dessus ;
- La récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le maître de l'ouvrage ;
- Le montant, en prix de base hors TVA, du solde, ce montant étant la différence entre le décompte final et le décompte antérieur ;
- L'incidence de la révision des prix appliquée sur le montant du solde ci-dessus ;
- L'incidence de la TVA ;
- L'éventuelle pénalité pour dépassement du seuil de tolérance sur le coût qui résulte des marchés de travaux passés par le maître d'ouvrage telle que définie dans le présent contrat ;
- Les autres pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au maître d'œuvre en application des dispositions du présent contrat ;
- L'état du solde à verser au maître d'œuvre, ce montant étant la récapitulation des postes ci-dessus ;
- La récapitulation des acomptes versés ainsi que du solde à verser ; cette récapitulation constitue le montant du décompte général.

Par dérogation à l'article 11.8.2 du CCAG MOE, l'acheteur public notifie au titulaire le décompte général définitif du marché avant la plus tardive des deux dates ci-après :

- Soit dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception par le maître d'ouvrage du décompte final transmis par le maître d'œuvre ;
- Soit 12 jours après la publication de l'index de référence permettant le calcul des révisions de prix définitives.

Le décompte général du marché devient définitif après acceptation expresse ou tacite par le titulaire.

L'acceptation tacite résultera du silence gardé par le titulaire dans un délai de 30 jours calendaires suivant la notification du décompte général par l'acheteur public à celui-ci.

Si le maître de l'ouvrage ne notifie pas au maître d'œuvre le décompte général dans les délais stipulés ci-avant, le maître d'œuvre notifie au maître d'ouvrage un projet de décompte général signé, composé :

- du décompte final tel que transmis en application de l'article 11.7 du CCAG MOE ;
- de l'état du solde hors révision de prix définitive établi à partir du décompte final ;
- de l'état récapitulatif des acomptes perçus et du solde hors révision de prix définitive.

Dans un délai de 30 jours à compter de la réception de ces documents, le maître d'ouvrage notifie le décompte général au maître d'œuvre. Si, dans ce délai de trente jours, le maître d'ouvrage n'a pas notifié au maître d'œuvre le décompte général, le projet de décompte général transmis par le maître d'œuvre est réputé rejeté, ne devient pas le décompte général et définitif et le maître d'œuvre adresse une mise en demeure au maître d'ouvrage.

Le présent article déroge à l'article 11.8 du CCAG.

■ Règlement des cocontractants :

Le sous-traitant direct a droit obligatoirement au paiement direct par l'acheteur des prestations supérieures ou égales à 600 € TTC.

Dans le cas d'un groupement solidaire, la signature de la demande de paiement par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant, acceptation du montant à lui payer directement, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévus dans le contrat.

Dans le cas d'un groupement conjoint, la signature de la demande de paiement par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des cotraitants, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévus dans le contrat.

Par dérogation à l'article 12 du CCAG, que le groupement d'opérateurs économiques soit conjoint ou solidaire, chaque membre du groupement percevra directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

Pour les sous-traitants d'un cotraitant, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe à la demande de paiement, signée par celui des cotraitants qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par la CCI Maine et Loire au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation de prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

■ Paiements des éléments de mission :

Eléments de mission	Conditions de paiement
Diagnostic (DIAG/REL) Avant-projet sommaire (APS) Avant-projet définitif (APD) Etudes de projet (PRO)	Le règlement des prestations incluses dans ces éléments ne peut intervenir qu'après achèvement total et admission de l'élément par le maître de l'ouvrage. Toutefois, ces prestations doivent être réglées avant l'achèvement, dans le cas où leur délai d'exécution est important afin que l'intervalle entre deux acomptes successifs n'excède pas trois mois. Dans ce cas, l'état périodique

Eléments de mission	Conditions de paiement
	<p>établi par le maître d'œuvre comporte le compte-rendu d'avancement de la mission et indique, en pourcentage, l'état d'exécution de celle-ci. Ce pourcentage, après accord du maître de l'ouvrage, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.</p>
<p>Dossier DCE et Assistance pour la passation des marchés de travaux (AMT)</p>	<p>Les prestations incluses dans cet élément de mission sont réglées de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 50 % : après approbation du dossier de consultation des entreprises, - 25 % : après analyse des offres, - 25 % : après notification aux entreprises par le maître d'ouvrage, du ou des marchés de travaux.
<p>Etudes d'exécution (EXE) Etudes d'exécutions partielles (EXE partielles)</p>	<p>Les prestations incluses dans cet élément de mission font l'objet d'un règlement sur production :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Des plans d'exécution et des spécifications nécessaires à la consultation des entreprises, du devis quantitatif détaillé par lot ou corps d'état : 50 % de la valeur de l'élément de mission, - Des plans d'exécution complémentaires nécessaires à la réalisation de l'ouvrage : 50 % de la valeur de l'élément de mission. <p>Pour les éléments EXE Complètes, il appartiendra au maître d'œuvre de produire, parallèlement aux demandes de paiement, un document tenu à jour complété par les dates auxquelles les études et plans d'exécution auront été visés ou établis par lui et par les dates de production des documents et plans lui incombant. Ce document devra être accompagné de tous les justificatifs nécessaires.</p>
<p>Examen de conformité-visa (VISA - SYN)</p>	<p>Les prestations incluses dans ces éléments sont réglées de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 40 % à l'issue de la période de préparation et après notification du 1^{er} ordre de service de démarrage des travaux, - 60 % à compter du démarrage des travaux et jusqu'à leur admission, ce sous forme d'acomptes mensuels. <p>Pour ces éléments, il appartiendra au maître d'œuvre de produire, parallèlement aux demandes de paiement, un document tenu à jour complété par les dates auxquelles les études et plans d'exécution auront été visés ou établis par lui et par les dates de production des documents et plans lui incombant. Ce document devra être accompagné de tous les justificatifs nécessaires.</p>
<p>Direction de l'exécution du contrat de travaux (DET)</p>	<p>Les prestations sont réglées comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - En fonction de l'avancement des travaux, sous forme d'acomptes, proportionnellement au montant des travaux effectués depuis le début : 85 %, - A la date de l'accusé de réception par le maître de l'ouvrage du projet de décompte final et après traitement des réclamations éventuelles des entreprises : 15 %.
<p>Assistance lors des opérations de réception (AOR)</p>	<p>Les prestations incluses dans cet élément de mission sont réglées comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - A l'issue des opérations préalables à la réception : à la date de l'accusé de réception par le maître de l'ouvrage du procès-verbal des opérations préalables à la réception : 20 %, - A la remise du dossier des ouvrages exécutés : 20 %, - A l'achèvement des levées de réserves : 40 %, - A la fin du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages prévue à l'article 44 du CCAG Travaux ou à l'issue de sa prolongation décidée par le Maître d'ouvrage en application de l'article 44.2 dudit CCAG : 20 %.
<p>Ordonnancement, pilotage et coordination de chantier (OPC)</p>	<p>Les prestations incluses dans cet élément de mission sont réglées comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - A l'issue de la période de préparation des travaux (dépouillement du devis descriptif et des plans, analyse des tâches, organigramme général du chantier) : 10 %, - A l'issue de l'ordonnancement de l'ensemble des travaux (mise au point du calendrier, mise en ordre des interventions des entreprises, affectation des durées élémentaires, mise au point des calendriers de détail, élaboration du chantier) : 10 %, - Pendant le déroulement des travaux (réunions de coordination,

Eléments de mission	Conditions de paiement
	contrôle périodique de l'avancement) : 65 %, <ul style="list-style-type: none"> - A l'achèvement du chantier (réception, démontage et repliement du chantier) : 15 %.

■ Délai de paiement :

Le délai global de paiement ne pourra excéder **30 jours** à compter de la date de réception des demandes de paiement et selon les dispositions de l'article R2192-10 du code de la commande publique.

Le défaut de paiement dans les délais prévus ci-dessus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le retard de paiement donne également lieu de plein droit, et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dont le montant est fixé à l'article D2192-35 du code de la commande publique. Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de cette indemnité forfaitaire, le créancier peut demander une indemnisation complémentaire, sur justification.

6. RÉALISATION DES PRESTATIONS

6.1. Conditions de réalisation des prestations

■ Relation avec le coordonnateur SPS :

Le coordonnateur SPS informe le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre de toute violation par les intervenants des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers, le coordonnateur SPS doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

Le coordonnateur SPS a libre accès au bureau de chantier et au matériel mis à disposition du maître d'œuvre pour ses différentes réunions.

Le maître d'œuvre communique directement au coordonnateur SPS :

- tous les documents relatifs aux avant-projet(s), projet(s) et études d'exécution ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- le calendrier détaillé d'exécution.

Le maître d'œuvre informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions qu'il organise dans le cadre de l'exécution de sa mission.

Le maître d'œuvre s'engage à :

- fournir au coordonnateur SPS, à sa demande, tous autres documents et informations nécessaires au bon déroulement de sa mission ;
- respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies par le maître d'ouvrage. Celles-ci font l'objet d'un document notifié au maître d'œuvre, qui est annexé au présent CCAP.

Le maître d'œuvre donne suite, pendant toute la durée d'exécution de sa mission, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des

travailleurs par le coordonnateur SPS.

Tout différend entre le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre arrête les mesures d'organisation générale du chantier en concertation avec le coordonnateur SPS.

Pour l'analyse des offres des entreprises, le maître d'œuvre consulte le coordonnateur SPS et intègre, le cas échéant, son avis dans le rapport d'analyse des offres.

Le maître d'œuvre prend connaissance de toutes les observations consignées par le coordonnateur SPS dans le Registre-Journal de la Coordination (RJC).

Le maître d'œuvre met en œuvre les principes généraux de prévention définis aux 1°, 2°, 3°, 5°, 6° et 8° de l'article L4121-2 du Code du travail.

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au maître d'œuvre en application des dispositions du code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention éventuelle du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent CCAP sous le nom de *coordonnateur S.P.S.*

■ Suivi de l'exécution des travaux :

La direction de l'exécution des travaux incombe au maître d'œuvre qui est le seul responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages et l'unique interlocuteur des entrepreneurs.

Il est tenu de faire respecter par l'entreprise l'ensemble des stipulations du marché de travaux et ne peut y apporter aucune modification.

■ Ordres de service :

Ordres de service délivrés par le maître d'ouvrage relatifs au marché de Maîtrise d'œuvre :

Les décisions du maître d'ouvrage prennent la forme d'un ordre de service qui est un document écrit, daté, signé devant être notifié au maître d'œuvre par dérogation à l'article 3.8.1 du CCAG.

Le maître d'ouvrage procédera par ordre de service notamment :

- s'il décide de suspendre provisoirement l'exécution des prestations du maître d'œuvre ;
- lorsqu'une décision du maître d'ouvrage est susceptible de modifier les dispositions contractuelles.

Le maître d'œuvre est tenu de se conformer aux ordres de services délivrés par le maître d'ouvrage, qu'ils aient ou non fait l'objet de réserve de sa part. Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG, l'absence de réponse du maître d'ouvrage dans les quinze jours ne dispense pas le maître d'œuvre d'exécuter l'ordre de service, sauf dans les cas où les prescriptions du maître d'ouvrage seraient susceptibles de présenter des risques pour les personnes, de réduire la sécurité ou de contrevenir à une disposition légale ou réglementaire, ou dans le cas de circonstances imprévisibles.

Lorsque le maître d'œuvre estime que les prescriptions d'un ordre de service qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au maître d'ouvrage, dans un délai de 15 jours à compter de la date de réception de l'ordre de service, sous peine de forclusion.

Ordres de service délivrés par le maître d'œuvre relatif aux marchés de travaux :

Dans le cadre de l'élément de mission Direction de l'exécution des travaux (DET), le maître d'œuvre est chargé d'émettre les ordres de service qui sont de sa compétence à destination de l'entrepreneur, tel que ceci est décrit dans le CCAG applicable aux marchés de travaux, à destination de l'entrepreneur. Par dérogation aux articles 3.8.1 et 3.8.2, les ordres de service doivent être écrits, signés par une personne habilitée, datés, numérotés puis adressés à l'entrepreneur dans un délai de 5 jours maximum suivant leur édition.

Copie des ordres de service doit être remise au maître de l'ouvrage qui peut s'assurer à tout moment qu'ils ont bien été délivrés dans les délais impartis.

Cas particulier : les ordres de services entraînant une modification des conditions d'exécution du contrat :

En aucun cas le maître d'œuvre ne peut émettre des ordres de service entraînant une modification des conditions d'exécution du contrat de travaux sans avoir recueilli au préalable l'accord et la signature du maître d'ouvrage, représenté par le Responsable Technique Portuaire ou son représentant, pour tout ce qui concerne :

- la durée (démarrage et fin des travaux) ;
- les délais d'exécution (prolongation ou report du délai d'exécution des travaux) ;
- la modification de montants du contrat initial suite à des travaux supplémentaires ou modificatifs ;
- la prescription de mesures suite à la détection de vices de construction.

Dans les cas cités ci-dessus, le maître d'ouvrage notifie les ordres de services afférents. Le maître d'œuvre est dans l'obligation d'utiliser l'ordre de service-type joint au présent DCE établi par le maître d'ouvrage dès lors qu'il y a une modification des montants du contrat initial.

Le maître d'œuvre devra impérativement émettre l'ordre de service relatif au démarrage des travaux par un ordre de service distinct de l'acte emportant démarrage de la période de préparation.

Le maître d'œuvre ne pourra émettre l'ordre de démarrage des travaux que lorsqu'il aura été informé par le coordonnateur S.P.S. de l'intégration du/des plan(s) particulier(s) de sécurité et de protection de la santé dans le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Enfin, le maître d'œuvre ne pourra émettre l'ordre de démarrage des travaux que lorsque les obligations édictées à l'article R4533-1 du Code du travail seront remplies.

■ Vérification des projets de décomptes :

Au cours des travaux, le maître d'œuvre doit procéder conformément à l'article 12 du CCAG Travaux à la vérification des projets de décompte mensuels établis par l'entrepreneur et qui lui sont transmis ainsi que le projet de décompte final indiquant les quantités totales des prestations réellement exécutées.

Les décomptes mensuels :

Le maître d'œuvre détermine dans les conditions définies à l'article 12.2 du CCAG Travaux le montant de l'acompte à régler à l'entrepreneur. Il transmet au maître d'ouvrage sur le portail public de facturation l'état d'acompte qu'il notifie à l'entrepreneur.

Le délai d'intervention du maître d'œuvre pour vérifier le projet de décompte mensuel de l'entrepreneur et d'établissement de l'état d'acompte est fixé à 7 jours à compter de la date de l'accusé de réception.

Le décompte final :

Le projet de décompte final établi par le titulaire est accepté ou rectifié par le maître d'œuvre qui le transmet au maître d'ouvrage. Ce dernier prend alors en compte le décompte final, l'état du solde et la récapitulation des acomptes et du solde établis par le maître d'œuvre pour réaliser le décompte général.

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification du projet de décompte final des entrepreneurs et mise à disposition du maître d'ouvrage sur le portail public de facturation est fixé à 7 jours à compter de la date de réception du document en version papier.

Par dérogation à l'article 12.3.2 du CCAG-Travaux, le décompte final ne pourra être établi et transmis qu'après notification de la réception des travaux sans réserves ou après notification de la levée des réserves.

Par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG-Travaux, sans notification du décompte général et définitif par le représentant du maître d'ouvrage à l'entrepreneur dans un délai de 10 jours à compter de la réception du projet de décompte général, le décompte général et définitif est réputé rejeté et le représentant du pouvoir adjudicateur aura un délai de 30 jours à compter de l'expiration du délai de 10 jours pour notifier le décompte général au titulaire.

6.2. Vérification des prestations

■ Niveau d'obligation du contrat :

Du fait de l'objet du contrat le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat.

Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat.

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

■ Opérations de vérifications des prestations :

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre à l'acheteur de contrôler notamment que le titulaire :

- a mis en œuvre les moyens définis dans le contrat, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- a réalisé les prestations définies dans le contrat comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

Par dérogation à l'article 20.2 du CCAG Maîtrise d'œuvre, l'acheteur dispose des délais ci-après pour procéder aux vérifications et notifier sa décision d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet : un délai maximum de 6 semaines pour l'élément de mission APS, sous un délai maximum de 6 semaines pour l'élément de mission APD ou sous un délai maximum de 6 semaines pour les éléments de mission PRO / DCE.

L'approbation peut être assortie de conditions à prendre en compte par le titulaire dans un délai fixé par le pouvoir adjudicateur.

En cas d'ajournement ou de rejet, le maître d'ouvrage disposera, pour donner son avis après présentation par le maître d'œuvre des documents modifiés, des délais qu'il aura éventuellement fixés dans l'ordre de service actant l'ajournement ou le rejet.

Il ne sera procédé à aucune admission tacite des documents d'études réalisés par le maître d'œuvre.

Par dérogation à l'article 21 alinéa 2 du CCAG Maîtrise d'œuvre, la décision de lancement d'un élément de mission ne vaut pas admission tacite de l'élément de mission précédent.

6.3. Développement durable

■ Clause sociale :

Sans objet

■ Clause environnementale :

En application de l'article 7 du CCAG le maître d'œuvre veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes et de préservation du voisinage.

Le maître d'œuvre devra également respecter les prescriptions techniques et fonctionnelles définies dans son offre ainsi que dans le cahier des charges. Il sera ainsi fait application de l'article 18.2 du CCAG, notamment quant au réemploi des matériaux issus des déblais et des démolitions.

Le Maître d'Ouvrage pourra procéder, dans le cadre de l'exécution du contrat et en lien avec les organismes et services spécialisés, à des opérations de contrôle visant à vérifier le respect, par le maître d'œuvre, de la réglementation en vigueur et des dispositions ainsi prévues au contrat.

A défaut de respect de ses obligations, les pénalités prévues à l'article 8 s'appliqueront.

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants de ces obligations environnementales.

6.4. Autres stipulations

■ Clause de réexamen et modifications du contrat :

L'acheteur peut prescrire des **prestations supplémentaires ou modificatives par ordre de service** après consultation au titulaire. Le cas échéant des prix nouveaux et provisoires sont fixés de manière concertée puis rendu définitifs par avenant dans les conditions prévues par le CCAG.

Les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet du contrat, sont imprévisibles et rendues nécessaires pour la bonne exécution du contrat sans en bouleverser l'économie générale.

Le maître d'œuvre est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre au maître d'ouvrage d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement à mettre en œuvre.

Par dérogation à l'article 26 du CCAG, les parties conviennent, par ordres de service jusqu'à 5% d'augmentation du montant du marché initial (taux de tolérance non considéré), des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits de cette circonstance. Au-delà de 5%, un avenant fixera le nouveau montant du marché. Il est tenu compte, pour chaque modification :

- Des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- Des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix du marché.

Les surcoûts pris en charge par le maître d'ouvrage peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées dans l'avenant conclu en application du présent article.

7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

7.1. Obligations courantes du titulaire

■ Assurances du Maître d'ouvrage :

L'acheteur a souscrit une police d'assurance Responsabilité civile.

Assurance Dommages ouvrage :

Le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité de souscrire un contrat Dommages Ouvrage.

La prime correspondante sera réglée par le Maître d'ouvrage.

Le Maître d'œuvre remettra au maître d'ouvrage les attestations de ses cotraitants et sous-traitants, confirmant le maintien des garanties dans le temps jusqu'à expiration des délais de prescription des articles 2270 et 2270-2 du Code civil.

Dans l'hypothèse où le Maître d'œuvre ne disposerait pas de couverture suffisante ou valide pour l'objet de son intervention, et en l'absence de garanties complémentaires souscrites par l'entrepreneur, toute cotisation supplémentaire réglée par le maître d'ouvrage au titre de la police Dommages Ouvrage sera facturée sans délai au Maître d'œuvre.

Contrat collectif de responsabilité décennale (CCRD) :

Dans le cadre de la présente opération, le maître d'ouvrage ne souscrira pas de CCRD.

Assurance Tous risques chantier :

Le Maître d'ouvrage ne prévoit pas d'assurance Tous Risques Chantier sur ce projet.

■ Assurances du titulaire :

Cet article complète l'article 9 du CCAG qui s'applique dans sa globalité.

Le titulaire souscrit une assurance de responsabilité civile professionnelle permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du maître d'ouvrage et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés aux personnes ou aux biens par l'exécution des prestations, avant et après réception des travaux.

Le titulaire doit justifier tout au long de l'exécution du contrat, par leur dépôt sur la plateforme e-attestations citée ci-dessous, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. Celle-ci précise la nature des risques couverts et les montants de garantie qui doivent être adaptés aux caractéristiques du présent contrat.

Le titulaire souscrit également l'assurance décennale visée à l'article L. 241-1 du code des assurances. Le contrat d'assurance est conforme à l'obligation d'assurance prévue par l'article L.241-1 du code des assurances ainsi qu'aux clauses types énoncées à l'annexe 1 de l'article A 243-1 du même code.

Toutefois par dérogation à l'article 9.1.3 du CCAG, ces attestations d'assurance ont été fournies par le titulaire du contrat avant la signature de celui-ci.

■ Devoir d'information et de conseil :

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise par écrit de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer par écrit à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet, ainsi qu'à l'évolution des normes en lien avec l'objet du marché. En complément et par dérogation de l'article 14.1 du CCAG MOE, le maître d'œuvre ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans information préalable du maître d'ouvrage, l'acceptation de ce dernier n'emporte pas mise en œuvre de sa responsabilité, le maître d'œuvre étant le seul considéré sachant.

Enfin, par dérogation à l'article 3.4.2 du CCAG-MOE, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat dans un délai maximal de 2 semaines suivant le fait générateur et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- à la survenance d'une mesure judiciaire affectant l'entreprise et/ou sa société mère (mesure de sauvegarde, redressement, liquidation...) ;
- à son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- à ses coordonnées bancaires ;
- aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- et, de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du contrat.

■ Mission du mandataire du groupement :

En cas de groupement, le mandataire représente l'ensemble des membres du groupement de maîtrise d'œuvre vis-à-vis du maître d'ouvrage, coordonne les prestations et veille à instaurer une bonne communication entre les membres du groupement et avec le maître d'ouvrage.

A ce titre, il reçoit mandat des membres du groupement pour assurer les missions de coordination

portant sur les études :

- Etablir, en liaison avec les autres membres, le planning d'ensemble et en assurer sa mise à jour,
- Informer chaque membre du groupement de toute modification du planning et contrôler son application,
- S'assurer de l'exécution des prestations dans les délais fixés au marché de maîtrise d'œuvre,
- Organiser les réunions nécessaires à la coordination des prestations de maîtrise d'œuvre.

Le mandataire doit également :

- Remettre, au maître d'ouvrage, dans les conditions de forme et de délais prévus au marché de maîtrise d'œuvre, les documents (documents graphiques et écrits, situations de travaux, projets de décomptes, demandes d'acomptes, décomptes généraux définitifs, etc.) dus au titre de ce marché et s'assurer de leur approbation,
- Réunir, tout ou partie des membres du groupement, sur leur demande ou sur son initiative, chaque fois que nécessaire, pour l'exécution de la mission de maîtrise d'œuvre ou pour l'examen de questions importantes telles que la proposition, la négociation et la signature d'avenants, la répartition des prestations supplémentaires, le dépassement des délais, la présentation d'un mémoire de réclamation, la défaillance d'un membre du groupement,
- Le cas échéant, organiser les négociations et trancher les différends au sein du groupement de maîtrise d'œuvre,
- Répartir, s'il y a lieu, les primes et pénalités prévues au marché de maîtrise d'œuvre,
- Le cas échéant, assurer la tenue du compte des dépenses communes,
- Archiver les documents régissant les rapports contractuels entre la maîtrise d'ouvrage et le groupement de maîtrise d'œuvre.

■ Obligation de vigilance :

Le titulaire remet :

1) dans l'hypothèse où le titulaire du contrat et/ou l'un de ses cotraitants et/ou leur(s) sous-traitant(s), sont établis hors de France et/ou recourent à des travailleurs détachés, y compris via une entreprise de travail temporaire étrangère, avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative, transmet :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS), conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail (décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales).

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF, au 31 décembre de l'année précédente, et du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- le certificat social URSSAF ;
- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit

les documents attestant de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- le numéro unique d'identification de l'entreprise au registre du commerce et des sociétés ou la carte d'identification justifiant l'inscription au répertoire des métiers ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

■ Protection de la main-d'œuvre :

Le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité.

L'acheteur pourra procéder, dans le cadre de l'exécution du contrat et en lien avec les organismes et services spécialisés, (Inspection du travail, ...) à des opérations de contrôle visant à vérifier le respect, par le titulaire, de la réglementation en vigueur.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

■ Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption :

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;

- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

■ **Recours obligatoire à la plateforme e-attestations :**

Pour justifier des obligations lui incombant en matière d'obligation de vigilance et en matière d'assurances (cf. ci-dessus), il incombera au titulaire (en cas de groupement, mandataire et cotraitants), de dûment placer les pièces correspondantes sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'acheteur à l'adresse <https://www.e-attestations.com/fr/>.

Les pièces attendues devront être déposées sur la plateforme dans un délai ainsi défini suivant l'alerte qu'il aura reçue depuis la plateforme (à défaut les pénalités définies à l'article 8 s'appliqueront) :

- 7 jours pour les pièces propres aux obligations sociales ;
- 15 jours pour les pièces propres aux assurances demandées.

■ **Sous-traitance :**

Le titulaire est habilité à sous-traiter, pour tout ou partie de son contrat, l'exécution de certaines prestations, provoquant obligatoirement le paiement direct du sous-traitant pour des prestations supérieures ou égales à 600 € TTC.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes est possible en cours du contrat, selon les modalités définies aux articles R2193-1 et suivants du code de la commande publique et 3.6 du CCAG.

Le titulaire indique, en outre, pour les sous-traitants à payer directement :

- les renseignements mentionnés à l'article 3.6 du CCAG ;
- le compte à créditer ;
- le comptable assignataire des règlements.

L'agrément d'un sous-traitant ne sera recevable que sous réserve :

a) que la demande en soit faite par le titulaire dans un délai compatible avec la date prévisionnelle d'intervention du sous-traitant ;

b) que le sous-traitant crée un compte sur la plateforme e-attestations et y place l'ensemble des documents demandés justifiant notamment de son absence d'interdiction de participer aux marchés publics (articles L2141-1 à L2141-11 du code de la commande publique) ainsi que les justificatifs de ses obligations fiscales et sociales.

c) que soit transmise la copie du ou des jugements prononcés, si le sous-traitant est en redressement judiciaire.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du contrat aux frais et risques du titulaire.

7.2. Obligations liées à la sécurité

■ **Confidentialité et protection des données personnelles :**

I. Propos préliminaires

Le Titulaire a conclu avec la CCI du Maine et Loire le marché cité ci-dessus (« Marché de Maitrise d'œuvre pour des travaux de remplacement des menuiseries de l'Etablissement de Formation du Saumurois (EFS) de la CCI de Maine et Loire »).

Dans le cadre de l'exécution du présent Marché, le Titulaire et la CCI peuvent avoir accès à des Données à caractère personnel au sens du Règlement Européen du 27 avril 2016 relatif à la protection des données personnelles (« RGPD »).

A ce titre, le Titulaire s'engage notamment à respecter le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD - Règlement (UE) 2016/679) en application depuis le 25 mai 2018, ainsi que le droit interne.

En particulier, le Titulaire s'engage à :

Ne pas utiliser les Données à caractère personnel auxquelles il a accès à d'autres fins que celles spécifiées au présent Marché ;

Ne pas divulguer les Données à caractère personnel à des Tiers non-autorisés ;

Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des Données à caractère personnel ;

Prendre toutes précautions conformes aux usages pour préserver la sécurité matérielle des Données à caractère personnel ;

Le cas échéant, s'assurer que seuls des moyens de communication sécurisés seront utilisés pour transférer les Données à caractère personnel ;

Définitions

CCI des Pays de la Loire : ensemble des CCI de la Région des Pays de la Loire (CCI territoriales et CCI de région).

Contrat(s) : il s'agit des documents, conventions et annexes, signés par la CCI et le Titulaire dans le but d'assurer la bonne exécution du présent Marché.

DPO : Délégué à la protection des Données à caractère personnel

Données à caractère personnel : il s'agit de toutes les informations relatives à une personne physique identifiée ou identifiable (« Personne concernée ») au sens du RGPD. Une personne physique identifiable peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant comme un nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne ou à un ou plusieurs facteurs spécifiques à l'identité physique, physiologique, génétique, mentale, économique, culturelle ou sociale de cette personne physique.

Etat Membre : il s'agit d'un pays membre de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen.

Lois sur la protection des données : il s'agit du Règlement Général sur la Protection des Données 2016/679 (RGPD) et de toutes les lois et réglementations applicables à la protection des Données à caractère personnel dans les Etats membres.

Marché : il s'agit de Contrat(s) de la commande publique conclu(s) à titre onéreux par la CCI, pour répondre à ses besoins en matière de travaux, de fournitures ou de services, avec un ou plusieurs opérateurs économiques.

Mesures techniques et organisationnelles : l'ensemble des mesures nécessaires prises par le Titulaire afin de préserver la sécurité et la confidentialité des Données à caractère personnel.

Personne concernée : il s'agit de la personne physique identifiée ou identifiable sur laquelle portent les Données à caractère personnel.

Point de contact : il s'agit d'une personne physique à laquelle il est possible de se référer afin d'obtenir des informations.

Prestation(s) : il s'agit des prestations fournies par le Titulaire dans le cadre de l'exécution du Marché.

Registre des activités de traitement : il s'agit d'un registre qui permet de recenser les traitements de données et de disposer d'une vue d'ensemble de ce que le responsable de traitement fait avec les données personnelles. Il permet notamment d'identifier : les parties prenantes ; les catégories de données traitées ; à quoi servent ces données, qui y accède et à qui elles sont communiquées ; combien de temps les données personnelles sont conservées ; comment elles sont sécurisées.

Responsable de traitement : il s'agit, au sens du RGPD, de la personne physique ou morale, de

l'autorité publique, de l'agence ou de tout autre organisme déterminant, seul ou conjointement avec d'autres entités, les finalités et moyens du Traitement des Données à caractère personnel.

Tiers autorisé : il s'agit d'un organisme qui peut accéder aux Données à caractère personnel parce qu'une loi ou le Responsable de traitement l'y autorise expressément.

Tiers non-autorisé : il s'agit de tout autre tiers n'étant pas habilité par une loi ou le Responsable de traitement à accéder aux Données à caractère personnel.

Titulaire : il s'agit de l'opérateur économique, personne physique ou morale, qui conclut le Marché avec la CCI.

Traitement : il s'agit, au sens du RGPD, de toute opération ou tout ensemble d'opérations réalisé(e) sur les Données à caractère personnel ou sur des ensembles de Données à caractère personnel comme la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, le stockage, l'adaptation ou la modification, la récupération, la consultation, l'utilisation, la divulgation par transmission, la dissémination ou la mise à disposition, l'alignement ou la combinaison, la restriction, l'effacement ou la destruction. Ce Traitement n'est pas nécessairement informatisé et peut être réalisé par le biais de fichiers papier.

Violation de Données à caractère personnel : il s'agit, au sens du RGPD, d'une violation de la sécurité suspectée ou réelle entraînant, de manière accidentelle ou illicite, la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée de Données à caractère personnel transmises, conservées ou traitées d'une autre manière, ou l'accès non autorisé à de telles données.

Définition des rôles des parties

La CCI et le Titulaire agissent en qualité de responsable de traitement pour les données à caractère personnel qu'ils mettent en œuvre dans l'exécution du présent du Marché.

Obligations incombant au Titulaire au regard du RGPD

1. Contact

Pour exercer ses droits dans le cadre de l'exécution du présent Marché, le Titulaire peut formuler une réclamation auprès du Point de contact en charge du Marché, tel qu'identifié dans les pièces du règlement de la consultation du marché, en précisant en objet de mail : "RGPD - REFERENCE DU MARCHE ", qui se mettra en relation avec le DPO de la CCI. Le Titulaire devra s'assurer de la réception de sa demande par le Point de contact par tous moyens.

Dans l'éventualité où le Titulaire n'aurait reçu aucune réponse ou une réponse partielle par le Point de contact, il devra contacter le DPO à l'adresse postale suivante : CCI de Maine-et-Loire - DPO - 8 boulevard du Roi René, CS 60026, 49006 Angers Cedex 01 en précisant les références du Marché.

Les dispositions législatives concernant la communication de certaines données personnelles à des tiers dans le cadre de l'exercice des missions de service public de la CCI, ainsi que la politique de protection des données personnelles de la CCI sont détaillées dans sa charte.

Si le Titulaire estime, après avoir contacté la CCI, que ses droits sur ses données personnelles ne sont pas respectés, il peut adresser une réclamation à la CNIL (3 Place de Fontenoy - TSA 80715-75334 PARIS CEDEX 07) -www.cnil.fr.

2. Traitement

Le Titulaire traitera les Données à caractère personnel de la CCI dans le seul but de fournir les Prestations conformément au Marché.

3. Mesures techniques et organisationnelles

3.1 Le Titulaire s'engage à mettre en place et à maintenir des Mesures techniques et organisationnelles afin de préserver la sécurité et la confidentialité des Données à caractère personnel, et notamment, empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des tiers non autorisés. Le Titulaire s'engage à ce que son personnel soit informé

de ces obligations.

3.2 La pertinence des mesures est soumise au progrès technique et aux développements postérieurs.

4. Secret professionnel

4.1 Le Titulaire est tenu au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents qu'il a pu recueillir à l'occasion des prestations.

Le Titulaire s'engage à respecter les lois sur la protection des Données à caractère personnel.

4.2 Le Titulaire qui, soit avant la notification du marché, soit au cours de son exécution, a reçu communication, à titre confidentiel, de renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir confidentielle cette communication. Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

L'ensemble des documents et données communiqués au Titulaire dans le cadre de la prestation ne doit faire l'objet d'aucune divulgation et doit être soit détruit soit remis à la CCI à l'issue du marché.

4.3 La CCI s'engage à faciliter les conditions d'exécution des Prestations. Le Titulaire s'engage à exécuter celles-ci avec la discrétion conforme aux usages de la profession.

5. Engagements du Titulaire

Le Titulaire s'engage à :

Traiter exclusivement les Données à caractère personnel nécessaires à la réalisation des Prestations, objet du présent Marché.

Garantir la confidentialité des Données à caractère personnel et notamment ne prendre aucune copie des documents et/ou supports d'informations qui lui seraient confiés, à l'exception des copies nécessaires pour les besoins de l'exécution des missions, ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées; ne pas divulguer ces documents ou informations à des Tiers non-autorisés ; et prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques ou données transmises en cours d'exécution du Marché.

Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les Données à caractère personnel :

Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des Données à caractère personnel ;

S'engagent à respecter la confidentialité des Données à caractère personnel ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité.

6. Droit d'information des Personnes concernées

Le Titulaire s'engage à fournir aux Personnes concernées par les Traitements, au moment de la collecte des Données à caractère personnel, l'information relative aux Traitements effectués.

7. Violation des Données à caractère personnel ou des Lois sur la protection des données

En sa qualité de responsable de Traitement, le Titulaire devra notifier à la CNIL toute violation de données à caractère personnel et procéder à toute information conformément aux articles 33 et 34 du RGPD.

Dans la mesure où la violation porterait sur les données à caractère personnel transmises au Titulaire par les bénéficiaires des prestations, objet du présent Marché, le Titulaire s'engage à informer la CCI dans les meilleurs délais de la notification à la CNIL et de l'information aux personnes concernées.

8. Protection des données à caractère personnel dans le cadre du suivi opérationnel du Marché

Le Titulaire s'engage à communiquer à la CCI dès la signature du Marché, le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en désigne un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données, ou, à défaut, l'identité et les coordonnées d'un point de contact dédié à ces questions ; et à défaut le contact sera considéré comme le représentant légal du titulaire.

Pour la CCI, le DPO peut être contacté à l'adresse-mail suivante : dpo@maineetloire.cci.fr

Les données à caractère personnel concernant les signataires du Marché ainsi que les personnes en charge du suivi opérationnel font l'objet par la CCI d'un traitement destiné au suivi et à l'exécution du Marché.

Ces données sont intégrées dans les fichiers des CCI des Pays de la Loire et sont destinées aux services opérationnels.

La base légale est l'article 6.1.b) du RGPD « le traitement est nécessaire à l'exécution d'un contrat ».

En cas de transmission de ces données à des sous-traitants au sens RGPD, un contrat est établi précisant les obligations de chaque partie et reprenant les dispositions de l'article 28 du RGPD. Aucune décision automatisée ou profilage ne sont mis en œuvre dans le cadre de ce traitement. La CCI est susceptible d'inviter les personnes concernées par le traitement de données à ses événements, d'adresser ses informations, ses offres d'accompagnement et ses enquêtes. Conformément à la loi "Informatique et Libertés" du 6 janvier 1978 modifiée et au RGPD, les personnes concernées peuvent accéder aux données à caractère personnel les concernant, les faire rectifier ou effacer après le délai de prescription de la fin du Marché. Elles disposent également du droit de limitation, de portabilité, et le cas échéant, d'opposition du traitement de leurs données.

Le Titulaire s'engage à informer les personnes concernées du traitement de leurs données et de leurs droits dans le cadre de la gestion du marché.

8. LITIGE ET SANCTIONS

8.1. Pénalités

Les pénalités sont ainsi fixées et seront impactées sur chaque demande de paiement à laquelle elles se rapportent.

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Pénalité pour retard	Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG en cas de dépassement du délai d'exécution prévu au contrat, le titulaire encourt une pénalité d'un montant de 200,00 € net par jour calendaire de retard.
Absence aux réunions	En cas d'absence injustifiée à toute réunion provoquée par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre absent ayant été dûment convoqué (par courrier, courriel ou tout autre moyen), il sera appliqué une pénalité de : 300,00 € net par occurrence. Cette pénalité sera systématiquement appliquée sur chaque situation de paiement adressée par le maître d'œuvre au titre de son contrat. Sera considéré comme absent tout maître d'œuvre représenté par une personne ne pouvant engager valablement le maître d'œuvre. La moitié de cette somme en cas de retard de plus de 30 minutes.
Absence de désignation d'un interlocuteur	Si le titulaire n'a pas désigné d'interlocuteur à l'acheteur dans son offre ou dans un délai de 7 jours suivant la notification du contrat, il lui sera appliqué une pénalité de retard de: 250,00 € net par jour de retard.
Non-remise de documents	En cas de non-remise de documents et éléments divers (échantillons, plans, comptes rendus de réunions, analyse ou avis sur actes modificatifs, procès-

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
et éléments divers	<p>verbaux, constats ou autres documents, etc.) nécessaires à l'exécution des travaux ou après exécution, il sera appliqué une pénalité de : 100,00 € net par jour calendaire de retard.</p> <p>Par ailleurs, en cas de non-réponse de plus d'un mois à toute demande de justification formulée par la CCI Maine et Loire, le maître d'œuvre encourt, sans mise en demeure préalable et sur simple constat, une pénalité forfaitaire de 500 € net, par dérogation à l'article 16.2.4 du CCAG MOE.</p>
Non-signalement d'un sous-traitant non déclaré	Dans l'hypothèse où le Maître d'œuvre constate sur le chantier la présence d'un ou plusieurs sous-traitants non déclarés, il doit en aviser dans les 24 heures le Maître d'ouvrage. A défaut il subira la pénalité forfaitaire suivante : 200,00 € net par jour calendaire de retard.
Retard dans l'instruction des mémoires en réclamation	En cas de retard dans l'instruction du mémoire de réclamation, il sera appliqué une pénalité : 100,00 € net par jour de retard.
Retard dans la vérification des décomptes finaux	En cas de retard du maître d'œuvre lors de la vérification des décomptes finaux des entrepreneurs, il sera appliqué une pénalité de 300,00 € net par jour calendaire de retard.
Retard dans la vérification des décomptes mensuels	En cas de retard du maître d'œuvre lors de la vérification des décomptes mensuels des entrepreneurs, il sera appliqué une pénalité de 300,00 € net par jour calendaire de retard.
Suivi d'exécution des travaux	<p>Pour tout retard d'exécution du chantier (eu égard au calendrier en vigueur lors du démarrage de l'élément DET) ou dans la levée des réserves relevant de sa responsabilité, sur simple constat du maître d'ouvrage et après une mise en demeure restée infructueuse plus de 4 jours calendaires, il sera appliqué une pénalité : 200,00 € net par jour calendaire de retard.</p> <p>La mise en demeure établie par le maître d'ouvrage aura pour objet d'inviter le maître d'œuvre à mettre fin à toute situation et/ou tout manquement bloquant le bon déroulement du chantier et relevant de sa responsabilité eu égard aux prestations définies dans le présent CCAP (retard manifeste dans la délivrance d'ordres de service et/ou de procès-verbaux aux entrepreneurs, suivi de chantier insuffisant quant aux réunions programmées et/ou quant aux constats contradictoires effectués, défaut d'information du maître d'ouvrage sur l'état d'avancement et le suivi financier de l'opération, défaut de délivrance d'un avis technique sur toute question émise par le maître d'ouvrage quant à la bonne exécution des travaux,...).</p> <p>Il est précisé que la mise en demeure pourra être effectuée par tout moyen permettant de donner date certaine à l'acte (profil d'acheteur, courriel, télécopie...).</p>
Retard à mettre les documents sur e-attestations	<p>Une pénalité à fournir tout ou partie des pièces attendues, sur la plateforme e-attestations sera appliquée au titulaire sur les situations de paiement auxquelles elles se rapportent. Le titulaire s'exposera aux autres mesures coercitives définies au contrat (résiliation du contrat...). La même pénalité sera appliquée au titulaire pour son / ses sous-traitants de 1^{er} rang en cas de retard de ces derniers ainsi caractérisé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - plus de 7 jours pour créer un compte sur la plateforme e-attestations une fois reçue la demande d'inscription ; - plus de 7 jours pour y placer l'ensemble des documents demandés justifiant des obligations attendues suivant l'alerte reçue depuis la plateforme. <p>Cette pénalité est de 300 € net par jour de retard.</p>
Lutte contre le travail dissimulé	En application de l'article L.8222-6 du code du travail, si le titulaire n'apporte pas la preuve, après mise en demeure d'un délai minimum d'un mois restée infructueuse, qu'il s'est acquitté des formalités prévues aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du même code et relatives à la lutte contre le travail dissimulé, il sera appliqué une pénalité représentant 10% du montant du contrat, sans pouvoir dépasser celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du code du travail.

8.2. Autres stipulations

■ Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Les dispositions de l'article 34 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

■ Pénalités pour retard : observations préalables à l'application :

Par dérogation à l'article 16.2.4 du CCAG, les pénalités de retard sont applicables sans observations préalables du titulaire.

Si un retard est imputable à la CCI Maine et Loire il ne sera pas fait application des pénalités prévues dans les articles précités.

■ Pénalités pour retard - plafonnement des montants :

Par dérogation à l'article 16.2.2 du CCAG, aucun montant plafond spécifique de pénalité pour retard n'est prévu au contrat.

■ Pénalités pour retard - seuil d'exonération :

Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.

■ Règlement des différends :

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS, (<https://dreets.gouv.fr/>).

■ Résiliation pour faute :

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 30.1 du CCAG.

En complément au 30.1), le maître d'ouvrage se réserve le droit de résilier pour faute le contrat du titulaire si les prestations du maître d'œuvre ont fait l'objet de deux rejets successifs sur le même élément de mission

Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

■ Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant

Tribunal Administratif de Nantes
6, allée de l'île Gloriette
44041 Nantes

Téléphone : 02 40 99 46 00
Courriel : greffe.ta-nantes@juradm.fr
Télécopie : 02 40 99 46 58
Site internet : <http://nantes.tribunal-administratif.fr/>

9. FIN DU CONTRAT

■ Achèvement de la mission du maître d'œuvre :

La mission du maître d'œuvre s'achève à la fin du délai de garantie de parfait achèvement prévue à l'article 44.1 du CCAG Travaux ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période ou encore dans le cadre d'une prolongation décidée par le Maître d'ouvrage en application de l'article 44.2.

Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve ou lors de l'admission de la malfaçon objet de prolongation de la garantie.

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision établie sur demande du maître d'œuvre, par le maître de l'ouvrage, dans les conditions de l'article 21 du CCAG Maîtrise d'œuvre et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

■ Arrêt de la mission de maîtrise d'œuvre :

Par dérogation à l'article 29.1 du CCAG, l'acheteur se réserve la possibilité d'arrêt, provisoire ou définitif, de l'exécution des prestations du maître d'œuvre au terme de chaque élément de mission de la phase d'études.

La décision d'arrêt définitif des prestations ne donne lieu à aucune indemnité et entraîne la résiliation du contrat.

■ Résiliation pour motif d'intérêt général :

À tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation ouvre droit à indemnisation du titulaire.

L'indemnisation est fixée à 5 % du montant HT du contrat diminué du montant des prestations déjà réalisées.

Le titulaire peut également être indemnisé des investissements et frais engagés pour l'exécution du contrat et non pris en compte dans le montant des prestations réglées. A cette fin, le titulaire fournit tous les justificatifs utiles pour apprécier l'indemnité.

■ Certificat de bonne exécution :

Si le contrat a été exécuté dans les délais et niveaux de qualité prévus au cahier des charges, l'acheteur peut, à la demande du titulaire, établir un certificat de bonne exécution du contrat à faire valoir sur sa candidature pour d'autres appels d'offres.

■ Garantie :

Les prestations ne font pas l'objet d'une garantie.

■ Propriété intellectuelle et utilisation des résultats :

Il sera fait application des dispositions portées aux articles 22 à 24 du CCAG.

Le maître d'œuvre concède ainsi, à titre non exclusif, au maître d'ouvrage le droit d'utiliser ou de faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, dans le respect du droit moral du maître d'œuvre. Cette concession ne vaut que pour les besoins découlant de l'objet du marché et vaut pour le

monde entier.

En complément des dispositions portées à l'article 24.5 du CCAG il est précisé que la durée de la garantie démarrera à compter de l'admission définitive, pour chaque élément de mission, des documents, fichiers et livrables fournis au maître d'ouvrage et s'achèvera à l'issue de la garantie de parfait achèvement des travaux.

L'ensemble des documents fournis par le titulaire dans le cadre de sa mission seront ainsi couverts par une garantie. Celle-ci permettra de signaler au maître d'œuvre les éventuelles anomalies liées à la conception et/ou la réalisation de l'opération détectée au titre de l'exploitation des documents, notamment en phase travaux (sous-dimensionnements, erreurs sur les plans, les quantités, les calculs, les altimétries...), celui-ci devant être à même de pouvoir justifier et corriger lesdites anomalies en mettant à jour, le cas échéant, les documents initialement réalisés, ce sans supplément de prix.

Le maître d'œuvre devra répondre à ces demandes d'assistance dans un délai maximal de 8 jours suivant réception de la demande.

La concession au maître d'ouvrage s'entend pour une exploitation non commerciale et commerciale des résultats au sens de l'article 24.7 du CCAG.

L'exploitation commerciale consistera, le cas échéant, en la vente de documents imprimés représentant l'ouvrage (livres, brochures, cartes postales ou autres), ce pendant toute la durée de la concession (durée légale des droits d'auteur) et en France uniquement. La CCI Maine et Loire versera au maître d'œuvre une redevance représentant 5% des recettes encaissées par lui et relatives à la vente de ces imprimés.

Les prix propres à l'exercice des droits de concession et d'exploitation des résultats, tout comme ceux propres à l'exercice de la garantie et de l'assistance, sont réputés pleinement compris dans les prix du contrat chiffrés dans l'acte d'engagement.

Liste des dérogations au CCAG Maîtrise d'œuvre :

La rubrique *Pièces contractuelles* de l'article 2.1 du contrat déroge à l'article 4.1 du CCAG

La rubrique *Représentation des parties* de l'article 2.2 du contrat déroge à l'article 3.3 du CCAG

La rubrique *Variation des prix* de l'article 5.2 du contrat déroge à l'article 10.1.1 du CCAG

La rubrique *Périodicité des paiements - Acomptes* de l'article 5.2 du contrat déroge à l'article 11.8.2 du CCAG sur la notification du décompte général définitif

La rubrique *Périodicité des paiements - Acomptes* de l'article 5.2 du contrat déroge à l'article 11.8

La rubrique *Ordre de service* de l'article 6.1 du contrat déroge à l'article 3.8.1 du CCAG sur la délivrance des ordres de service

La rubrique *Ordre de service* de l'article 6.1 du contrat déroge aux articles 3.8.1 et 3.8.2 du CCAG sur la délivrance des ordres de service aux entreprises travaux

La rubrique *Opérations de vérifications des prestations* de l'article 6.2 du contrat déroge à l'article 20.2 du CCAG sur l'admission des missions de MOE

La rubrique *Opérations de vérifications des prestations* de l'article 6.2 du contrat déroge à l'article 21 al 2 du CCAG sur le lancement des éléments successifs de missions de MOE

La rubrique *Assurance du titulaire* de l'article 7.1 du contrat déroge à l'article 9.1.3 du CCAG sur la délivrance des attestations d'assurance

La rubrique *Devoir d'information et de conseil* de l'article 7.1 du contrat déroge à l'article 14.1 du CCAG

La rubrique *Devoir d'information et de conseil* de l'article 7.1 du contrat déroge à l'article 3.4.2 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard* de l'article 8.1 du contrat déroge à l'article 16.2.3 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard : observations préalables à l'application* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 16.2.4 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - plafonnement des montants* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 16.2.2 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - seuil d'exonération* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 16.2.1 du CCAG

La rubrique *Arrêt de la mission de maîtrise d'œuvre* de l'article 9 du contrat déroge à l'article 29.1

du CCAG

Par dérogation à l'article 1.2 dernier alinéa du CCAG - Maîtrise d'œuvre, l'absence de mention d'une dérogation dans cette liste récapitulative ne fait pas obstacle à son caractère pleinement applicable.

Liste des dérogations au CCAG Travaux :

La rubrique *Vérification des projets de décomptes* de l'article 6.1 du contrat déroge à l'article 12.3.2 du CCAG

La rubrique *Vérification des projets de décomptes* de l'article 6.1 du contrat déroge à l'article 12.4.4 du CCAG

Par dérogation à l'article 1.2 dernier alinéa du CCAG - Travaux, l'absence de mention d'une dérogation dans cette liste récapitulative ne fait pas obstacle à son caractère pleinement applicable.